Vision d'AFRIQUE
Hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités N° 0216 du 25 / 02 / 2020

PRÉSIDENTIELLE DU 22 FÉVRIER 2020, TOUTES LES MISSIONS D'OBSERVATION SONT UNANIMES

Ces élections présidentielles ont été libres, transparentes et démocratiques P.5

ELECTION PRÉSIDENTIELLE ET RÉSULTATS PROVISOIRES

Faure Gnassingbé largement vainqueur

● UNIR a la confiance optimale des Togolais P.4

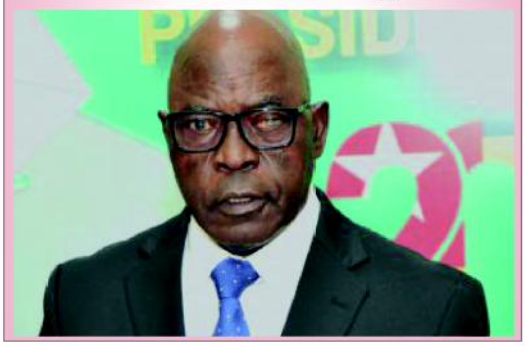
PRÉSIDENTIELLE DU 22 FÉVRIER 2020 ET REDISTRIBUTION DES CARTES POLITIQUE

UNIR, la confiance optimale, l'ANC le crépuscule, le MPDD attrait rébarbatif P.4

L'élection présidentielle du 22 février 2020 dernier n'a pas que dégagé le vainqueur mais a permis de recadrer l'environnement politique togolais.Avant toute approche dans ce sens,l'on ne peut ne pas jeter un regard dans le rétroviseur au regard des passes d'armes qui l'on caractérisées.Il ne pouvait en être autrement quand on sait...

PRÉSIDENTIELLE DU 22 FÉVRIER 2020

La CENI crée la légende



PRÉSIDENTIELLE DU 22 FÉVRIER 2020 ET MISSION D'OBSERVATION INTERNATIONALE

L'autre pari gagné par le Pr Robert Dussey P.3

GUINÉE : UN RÉFÉRENDUM CONSTITUTIONNEL ET DES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES FIXÉES AU 1ER MARS

Entre manifestations et référendum, quel choix l'opposition doit-elle faire ?

Le président guinéen Alpha Condé a fixé au 1er mars la tenue d'un référendum constitutionnel et d'élections législatives, malgré l'intense contestation de l'opposition. Cette dernière c'est-à-dire l'opposition, dénonce une manœuvre pour briguer un troisième mandat fin 2020 et annonce un boycott des deux scrutins Le décret présidentiel a été lu mardi 4 février sur les médias d'Etat - télévision et radios -, provoquant une série de réactions outrées de l'opposition, qui entend empêcher le bon déroulement des législatives et de cette consultation constitutionnelle.

Un autre décret du chef de l'Etat avait annoncé que les élections législatives, prévues le 16 février après avoir été déjà maintes fois reportées, auraient finalement lieu le 1er mars.

La tentation du troisième mandat pour Alpha Condé, 81 ans

L'annonce de la date du référendum, attendue depuis des semaines, risque d'accroître les tensions déjà vives. La Guinée est le théâtre depuis mi-octobre de protestations contre le projet prêté de longue date au président, élu en 2010 et réélu en 2015, de chercher à se succéder fin 2020. L'actuelle Constitution limite à deux le nombre de mandats présidentiels.

Alpha Condé annonce une réforme de la Constitution

L'avant-projet de nouvelle Constitution divulgué en décembre et qui sera soumis à référendum dans moins d'un mois maintient cette limite. Mais l'opposition soupçonne que l'adoption d'une nouvelle Constitution serve à Alpha Condé de prétexte pour remettre son compteur présidentiel à zéro.

Une grande partie de l'opposition boycotte le scrutin

Alpha Condé, 81 ans, dénonce l'actuelle loi fondamentale, datant de 2010, comme un «concentré d'intérêts corporatistes» comportant des «lacunes et incohérences». La communauté internationale, dont l'ONU et la France, s'inquiètent des troubles dans le pays, puisque le président de la République a récemment averti que «personne ne dicte à la Guinée ce qu'elle doit faire».

La majorité de l'opposition a décidé de boycotter et même d'empêcher la tenue du scrutin. Abdourahmane Sanoh, figure de l'opposition, estime que le couplage des législatives et du référendum n'est qu'une «astuce pour amener davantage de personnes aux urnes».

Les manifestations contre la possibilité d'un troisième mandat se sont multipliées en 2019, à Conakry

Alpha Condé garde jusqu'ici le silence sur ses intentions, ne disant pas s'il compte se représenter à la fin de l'année. Mais l'éventualité d'un troisième mandat a fait descendre à plusieurs reprises dans la rue des dizaines, voire des centaines de milliers de Guinéens à l'appel d'un collectif de partis d'opposition, de syndicats et de membres de la société civile, le Front national pour la Défense de la Constitution (FNDC).

Au moins 28 civils tués dans les manifestations contre le pouvoir

Le mouvement a été plusieurs fois durement réprimé et s'est accompagné de troubles à travers le pays. Au moins 28 civils et un gendarme ont été tués depuis mi-octobre. Les manifestations ont toutefois été suspendues par le FNDC.

Opposant historique qui connut l'exil et la prison, Alpha Condé a été le premier président démocratiquement élu en 2010. Son avènement a marqué l'instauration d'un gouvernement civil après des décennies de régimes autoritaires et militaires. L'opposition dénonce toutefois une dérive «dictatoriale».

L'opposition en colère contre le référendum constitutionnel du président Alpha Condé

Le président de la Guinée Alpha Condé a annoncé, mardi 4 février, l'organisation d'un référendum constitutionnel fixé au 1er mars 2020, le même jour que des élections législatives. Cette décision a provoqué l'ire de l'opposition qui y voit un manœuvre pour briguer un troisième mandat.

Le président guinéen Alpha Condé a fixé au 1er mars la tenue d'un référendum constitutionnel et de législatives, malgré l'intense contestation de l'opposition qui dénonce une manœuvre pour briguer un troisième mandat fin 2020.

Le décret présidentiel a été lu mardi 4 février au soir sur les médias d'État – télévision et radios, provoquant une série de réactions outrées de l'opposition, qui entend empêcher le bon déroulement des législatives et de cette consultation constitutionnelle.

Lundi soir, un autre décret du chef de l'État avait annoncé que les élections législatives, prévues le 16 février après avoir été déjà maintes fois reportées, auraient finalement lieu le 1er mars.

Vives tensions

L'annonce de la date du référendum, attendue depuis des semaines, risque d'accroître les tensions déjà vives dans ce pays de 13 millions d'habitants, pauvre malgré d'importantes ressources minières.

La Guinée est le théâtre depuis mi-octobre de protestations contre le projet prêté de longue date au président, élu en 2010 et réélu en 2015, de chercher à se succéder fin 2020. L'actuelle Constitution limite à deux le nombre de mandats présidentiels.

L'avant-projet de nouvelle Constitution divulgué en décembre et qui sera soumis à référendum dans moins d'un mois maintient cette limite. Mais l'opposition soupçonne que l'adoption d'une nouvelle Constitution serve à Alpha Condé de prétexte pour remettre son compteur présidentiel à zéro.

Alpha Condé, 81 ans, dénonce l'actuelle loi fondamentale, datant de 2010, comme un concentré d'intérêts corporatistes comportant des lacunes et incohérences. Alors que la communauté internationale, dont l'ONU et la France, s'inquiète des troubles dans le pays, il a récemment averti que personne ne dicte à la Guinée ce qu'elle doit faire.

Boycott des législatives

Rien de tout ce que fait Alpha Condé ne surprend. C'est à nous de faire ce que nous avons promis de faire, a déclaré, mercredi 5 février, le chef du Bloc Libéral (BL), un parti d'opposition qui boycottera les législatives. À savoir : dénier au chef de l'État la possibilité d'organiser les élections à n'importe quelle date, lui dénier le référendum sur la nouvelle Constitution et dénier à Alpha Condé le 3e mandat.

En revanche, un autre parti politique, l'Union des Forces démocratiques (UFD) a choisi de participer aux législatives,

contrairement à la majorité de l'opposition, qui a décidé de boycotter et même d'empêcher la tenue du scrutin. Mais pour son président, Mamadou Bah Baadiko, le couplage des législatives et du référendum relève du banditisme politique.

On va insister auprès de nos électeurs, on ne touche pas à un seul bulletin du référendum et on ne vote que pour les législatives, a déclaré Mamadou Bah Baadiko.

L'annonce du référendum le même jour que les législative va enclencher une situation qui va être très difficile à gérer, selon Abdoul Gadiry Diallo, président de l'Organisation guinéenne de défense des droits de l'homme et du citoyen (OGDH). Dans un communiqué publié mardi, l'ONG avait estimé que la paix et l'unité nationale n'ont jamais été aussi menacées en Guinée que maintenant.

Incertitude sur la candidature d'Alpha Condé à un troisième mandat

Alpha Condé garde jusqu'ici le silence sur ses intentions, ne disant pas s'il compte se représenter à la fin de l'année.

Mais l'éventualité d'un troisième mandat a fait descendre à plusieurs reprises dans la rue des dizaines, voire des centaines de milliers de Guinéens à l'appel d'un collectif de partis d'opposition, de syndicats et de membres de la société civile, le Front national pour la Défense de la Constitution (FNDC).

Le coordinateur national du FNDC, Abdourahmane Sanoh, estime que le couplage des législatives et du référendum n'est qu'une astuce pour amener davantage de personnes aux urnes.

« Ils veulent aller jusqu'au bout le 1er mars et le FNDC est prêt à aller jusqu'au bout pour empêcher qu'il y ait effectivement le référendum », a-t-il déclaré mercredi lors d'une conférence de presse.

Le mouvement a été plusieurs fois durement réprimé et s'est accompagné de troubles à travers le pays. Au moins 28 civils et un gendarme ont été tués depuis mi-octobre. Les manifestations ont toutefois été suspendues par le FNDC.

Opposant historique qui connut l'exil et la prison, Alpha Condé a été le premier président démocratiquement élu en 2010. Son avènement a marqué l'instauration d'un gouvernement civil après des décennies de régimes autoritaires et militaires. L'opposition dénonce toutefois une dérive dictatoriale.

Toutefois, il est important de relever qu'en annonçant les réformes, Alpha Condé n'a nullement pas encore affiché son ambition de briguer un troisième mandat. Ce dernier n'a fait que relever les insuffisances contenues dans l'actuelle constitution guinéenne. Mais tout porte à croire le contraire, puisque cela a été toujours comme le cas en Afrique.

PRÉSIDENTIELLE DU 22 FÉVRIER 2020

La CENI crée la légende

L'instance organisatrice des élections au Togo a surpris plus dans le cadre des processus pour les élections présidentielles du 2é février 2020.Sur toute la ligne, elle s'est montrée disponible à organiser l'une des élections les plus civilisées de la sous -région voir du continent pour la première fois en Afrique l'on a assisté à des élections que l'on a proclamée à moins de 24 heures.Chose étonnante car de pareil élan n'a jusqu'ici été constaté que dans les démocraties célébrée en l'occurrence les pays occidentale. Ceci s'explique pour la plupart du temps par la longueur d'avance de ses pays développés en matière de nouvelles technologies pour la compilation des résultats et les infrastructures qui ne constituent pas des obstacles pour le transport des procès-verbaux. Le Togo prouve aux yeux du monde sa maturité démocratique et son sens élevé d'une démocratie en construction sinon en stade avancé.Désormais ses élections viennent en rajouter aux nombreuses lignes de satisfécits dont le pays s'est déjà vu attribué des scores élogieux qui viennent consacrerson élan de pays réformateur.

Comment en est-on arrivé là ?

Une interrogation dont ne peut s'en passer tout observateur avisé de l'environnement politique togolais.Quand on sait que le Togo comme bon nombre de pays africains et surtout francophones ont habitué l'opinion nationale et internationale à des élections dont on trouve toujours à redire quant à sa sincérité.

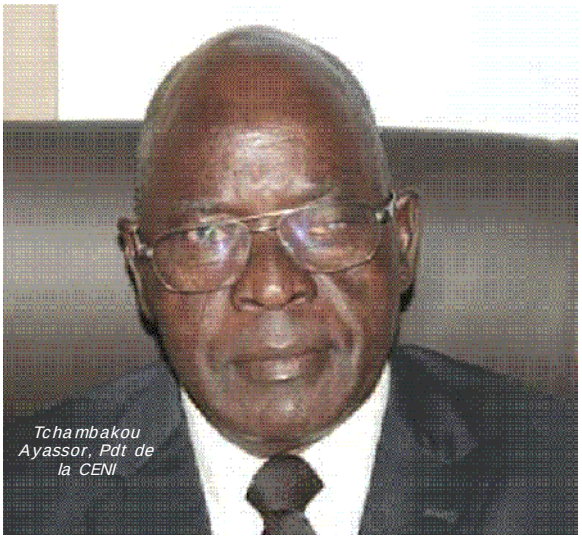
La Commission Electorale Nationale Indépendante(CENI) est partie sur plusieurs facteurs de fiabilité. Dans un premier temps, il table sa crédibilité sur la convocation de toutes les parties prenantes à s'accorder sur les principes.Ce qu'il convient d'appeler l'inclusive des approches.

En plus de cela, l'on peut également noter son organisation, le quota paritaire des membres dont la plupart sont issus des partis politiques qui n'ont daigné se présenter à ses élections.

Le Comité d'action pour le renouveau(CAR), la Nouvel Engagement Togolais(NET), l'Union des Forces pour le changement (l'UFC) etc.Tous ses partis n'ont donné par conséquence de consigne de vote claire en faveur d'une candidature aux élections présidentielles.Ceci témoigne de la sincérité qu'ils veulent donner à ce scrutin.

Du coup cet aspect montrait d'ores et déjà des gages pour l'organisation d'un scrutin consensuel et qui naturellement doit êtreaccepté par tous.La CENI ne s'est pas arrêter,elle a organisée pour toujours accroitre le dispositif de confiance organisée des journées portes ouvertes le 18 janvier 2020 une première jamais réalisée depuis la mise en place de la CENI.Placée sous le Thème « La CENI au service du peuple et de la République » en dit long sur l'élan de crédibilité que l'instance veut donner aux élections qu'elle a la charge d'organiser.Elles ont le mérite d'offrir aux différentes parties prenantes à ce processus et aux citoyens affluës de mieux appréhender le caractère pluriel de la CENI et son fonctionnement et de s'imprégner davantage du cadre légal des scrutins,en général et en particulier,des enjeux et des diligences accomplies en vue de l'élection présidentielle du 22 février 2020.

Dans son adresse aux publics lors de cette journée le Président de la CENI M. ThambakouAyassora fait remarquer que « Il est désormais un fait établi que les aspirations profondes du peuple pour la démocratie qui en fait une quête légitime perpétuelle,conforte la thèse selon laquelle, les élections crédibles transparentes et inclusives constituent la voie royale de dévolution et de légitimation du pouvoir politique ».



Tchambakou Ayassor, Pdt de la CENI

Par ailleurs M. Ayassor a laissé savoir que le concept des JPO fait son bonhomme de chemin au Togo et semble également prospérer comme en France, où elles sont rentrées dans les mœurs,au point de devenir aujourd'hui un véritable outil de communication institutionnelle.De tout évidence, la CENI a réussi le pari d'une élection civilisée proclamée à moins de 24, unepremière dans la sous-région et devient ainsi un cas d'école sur le continent rivalisant ainsi les démocraties célébrée.De ce point de vue, les habitudes ayant la peau dure, les oppositions ne se sont pas encore prêtes à s'accommoder avec les principes de confiance des institutions organisatrices des élections ainsi donc jette de l'anathème sur la CENI qui montre pourtant carte blanche.

PRÉSIDENTIELLE DU 22 FÉVRIER 2020 ET MISSION D'OBSERVATION INTERNATIONALE

L'autre pari gagné par le Pr Robert Dussey

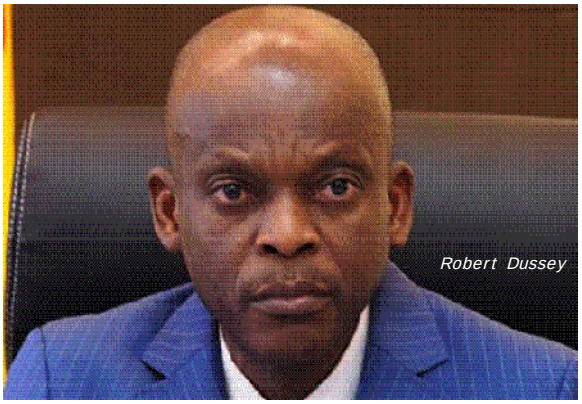
L'un des acteurs de la crédibilité et de la sincérité des élections dans tous les pays est à n'en point douter les missions d'observations électorales. Le Togo est l'un des pays pionniers qui a toujours accordé le plus d'accréditation à des organisations de la société civile et ONG en la matière. Mais comme on peut s'apercevoir, le ministre des affaires étrangères pour la cinérite du scrutin a donné depuis son magistère à ce département donné autre connotation à ses accréditations. A toute cette volonté, il a eu à adresser des invitations aux structures qui ont prouvé leur notoriété dans l'observation des élections en Afrique. Il convient de noter que pour l'observation des élections, les charges liées aux déploiements des observateurs accrédités, est à la charge de la structure qui a fait la demande. Quelle n'a pas été la surprise du ministre des affaires étrangère lors des présidentielles de 2015 où, la plupart des associations ont donné du fil à retordre aux ministres après l'observation des élections. Il a de ce point de vu gérer avec beaucoup de difficulté ses organisations n'ont pas pu s'acquitter de la plupart des charges, allant des frais d'hôtels aux billets d'avion voir même de la survie. Pour donner aux élections du 22 février 2020 dernier toute la propension que le gouvernement a voulu, et tirant les leçons de 2015,le Professeur Robert à veiller à ne plus tomber dans les mêmes travers Il a d'un point de vue organisationnel passé au peigne fin les demandes à lui adressée et qui devait montrer carte blanche pour être parmi les observateurs accréditer pour l'observation des élections présidentielle du 22 février 2020.C'est dire tout simplement que sur toute la ligne tout est mis en branle pour donner à ses élections un profil digne exceptionnelle qui doivent le caractériser et qui font d'elle l'une des plus civilisée en Afrique.

Les observateurs internationaux sont au Togo pour une mission noble et je voudrais leur souhaiter, au nom du Président de la République, **S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE**, la cordiale bienvenue et un bon séjour de travail dans notre pays. Ceux parmi le groupe qui ne sont pas à leur première expérience en matière d'observation électorale au Togo ont concertainement souvenir de l'étonnant rapport de notre pays et des Togolais à l'altérité. Pour ceux qui sont arrivés pour la première fois, je voudrais les assurer du sens de l'hospitalité du Togo et des compatriotes.

Mesdames et Messieurs les observateurs internationaux,

Votre présence en terre togolaise dans le cadre de l'élection présidentielle, dont le premier tour aura lieu le 22 février 2020, traduit manifestement une double volonté, d'abord la volonté de transparence du Gouvernement, ensuite celle de vous observateurs internationaux d'accompagner l'expérience démocratique de notre pays dans son élan irréversible vers la perfection. Le Gouvernement ne cache pas sa fierté de vous voir si activement mobilisés autour du processus.

Vos regards d'acteurs étrangers et impartiaux aideront à l'heure du bilan à une appréhension holistique et équitable de tout le processus. L'impartialité, nous apprend **Adam SMITH** dans son ouvrage la



Robert Dussey

Théorie des sentiments moraux exige, qu'en dehors des regards nationaux, l'on tienne compte ***« des points de vue lointains »***, des ***« yeux de l'humanité »,*** et c'est bien dans cette dynamique d'***« impartialité ouverte »*** que s'inscrit votre présence au Togo.

Mesdames et Messieurs

Une élection est une occasion de réaffirmation de la flamme démocratique. Fort de cette conviction, notre pays a mis toutes les chances de son côté aux fins de conformer ses consultations électorales aux exigences démocratiques. Le pari et le Gouvernement travaille à le tenir, c'est de permettre à notre démocratie de grandir en œuvrant à l'absolue impartialité du scrutin. L'élection du samedi 22 février est très ouverte au regard de la pluralité des candidatures. La campagne électorale a commencé depuis le 06 février et prend fin demain le 20 février 2020.

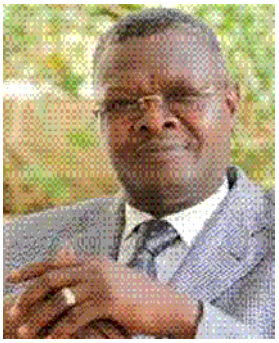
La sincérité est une condition indispensable à la crédibilité d'une élection et le scrutin aura lieu dans le sens de la vérité et de la stricte sincérité. Il s'agit d'une élection à 2 tours après la dernière réforme de la Loi fondamentale de notre pays et, pour la première fois, d'une élection ouverte aux togolais de la diaspora. Ces deux évolutions majeures constituent la grande nouveauté du scrutin et marquent le départ d'une nouvelle histoire de la démocratie togolaise en auto-amélioration constante et en pas continus vers la grande maturité.

PRÉSIDENTIELLE DU 22 FÉVRIER 2020 ET REDISTRIBUTION DES CARTES POLITIQUE

UNIR, la confiance optimale, l'ANC le crépuscule, le MPDD attrait rébarbatif

L'élection présidentielle du 22 février 2020 dernier n'a pas que dégagé le vainqueur mais a permis de recadrer l'environnement politique togolais.Avant toute approche dans ce sens,l'on ne peut ne pas jeter

un regard dans le rétroviseur au regard des passes d'armes qui l'on caractérisées.Il ne pouvait en être autrement quand on sait que ce sont les élections qui la plupart du temps permettent de mesurer le poids et la popularité d'un parti politique.C'est vrais que bon nombre de partis politiques se sont fiés aux scores enregistrés lors des joutes électorales que le Togo a connu ses dernières années.Chose dont on ne peut s'en passer car les scores enregistrés par le passé sont maintenus si l'on a une constance dans sa politique.visiblement, bon nombres de partis politiques majoritairement de l'opposition on fait les frais d'une inconstance dans leur démarche politique.Chose qui a d'ailleurs conduit les togolais à opter pour l'abstention avec une tendance évolutive depuis l'élection présidentielle de 2015 suivi des législatives de 2018 et des municipales de 2019.Fort heureusement que le Parti Union pour la République en a fait l'une de ses priorités et a énormément travaillé sur la question.Il va être rejoint à la veille du scrutin par les partis si non les candidats participants aux élections présidentielles dans cette cohorte d'inciter les électeurs à faire massivement le déplacement des urnes ce qui va influer sur le taux de participation.Si ceci à jouer en faveur du parti UNIR,ce n'est pas fortuite,ceci dépend de la conception que le parti fait d'un certain nombre de remarque.D'abord,il part du principe de l'inconstance de l'électorat togolais qui majoritairement a un dégout total de la chose électorale. Ceci devait contraindre chaque parti politique à se tenir tout prêt de l'électorat pour faire changer d'avis à celui-ci.La grande erreur de l'opposition c'est toujours croire que leurs opinions allant de la longévité au pouvoir du président sortant Faure en passant par les stéréotypes qui n'est plus la motivation de bon nombres de togolais qui visiblement juge sur pièce .Malheureusementcette version a eu raison sur l'opposition qui va ressortir affaiblit de ses élections avec un score moins élogieux que toutes les élections présidentielle depuis 2015.Chose qui ne surprends pas car le parti Union pour la République a convaincu par son bilan et surtout par sa stratégie politique.Lors de la campagne présidentielle,le candidat Faure Gnassingbé a



Agbéyomé Kodjo

Jean-Pierre Fabre

adopté une méthode attrayante qui a séduit l'électorat, même les plus sceptiques qui ont changé de manteau en faveur du parti UNIR.Un programme de société accessible et facile à scruter avec des engagements pris qui rassurait.En temps normal, s'il y avait un candidat qui devrait se plaindre sur ce score, c'est à n'en point douter le candidat Faure.Si l'on s'en tient à la bataille de foule qui le créditait selon les sondages digne de foi autour de 80¨% et visiblement dans toutes les régions.

La candidature unique de l'opposition qui a suscité autant de critiques a par ailleurs eu beaucoup d'adhésion pour le candidat du MPDD au détriment du candidat de l'ANC considéré jusqu'ici comme la deuxième force politique du pays car ayant arrivé successivement deuxième lors des élections présidentielle de 2007,2010 et 2015.Ce score a été beaucoup affecté compte tenu de la stratégie d'incohérence adopter par l'Alliance Nationale Pour le Changement dont le radicalisme ne faisait plus grande recette.Durant les 15 ans,l'on peut dire aisément sans se tromper que l'électorat togolais n'est pas resté constant dans sa vision des choses.Il y a eu des mutations qui lui ont permis de circonscrire l'environnement politique dont le rythme n'a pas été suivi par les partis d'opposition.Est-ce à dire qu'avec cette nouvelle nomenclature,le MPDD est de facto devenu la seconde force politique du pays avec son fameux score de 18% des suffrages ?Difficile de l'affirmer car vu le cheminement qui a débouché à ce ralliement de circonstance de certains partis politique du « défunt » C14 il n'est pas superflu de revenir à la case de départ car on l'a vu avec cette cohabitation difficile au sein de cette coalition qui devrait être l'outil indéniable pour franchir certaines difficultés.

De toute évidence, la posture actuelle de l'opposition réconforte certains analystes qui estiment qu'elle doit être repensée si non refondé.

ELECTION PRÉSIDENTIELLE ET RÉSULTATS PROVISOIRES

Faure Gnassingbé largement vainqueur

●UNIR a la confiance optimale des Togolais

Victoire écrasante de Faure Gnassingbé au premier tour de la présidentielle de 22 février avec plus de 72% de voix Victoire écrasante de Faure Gnassingbé au premier tour de la présidentielle de 22 février avec plus de 72% de voix...

Sans surprise Faure Gnassingbé est proclamé vainqueur de la présidentielle du 22 février 2020. A l'issue des résultats provisoires rendus publics ce dimanche 23 février 2020 par la Commission Nationale indépendante, CENI, le candidat du parti Union pour la République Unir est donc élu au premier tour avec 72, 36%.

Il est suivi loin derrière par le candidat du MPDD Agbeyome Kodjo 18,37%; de Fabre de l'ANC 4,35%; de Aimé Gogue de l'ADDI 2,38% de Wolou Komi du PSR 1,14% de Georges Kouessan de Santé du peuple 0,77% et de Tchassona Traoré du MCD 0,56%.

Les résultats provisoires donnés par la CENI sera transmis selon le président de la CENI M. Ayassor Tchambakou à la Cour Constitutionnelle

Chargée de proclamer les résultats définitifs du scrutin. A noter que le scrutin de ce samedi 22 février s'est déroulé dans le calme.

Faure Gnassingbé, Président sortant et candidat du parti UNIR

Au lendemain du 1er tour de l'élection présidentielle qui s'est tenue au Togo hier samedi, les résultats commencent à être acheminés depuis la quarantaine de Commissions électorales locales indépendantes (CELI) vers la Commission électorale nationale indépendante (CENI) dont le siège est à Lomé. Celle-ci a indiqué que les résultats officiels seront publiés ce lundi en fin de journée. Ils devront confirmer la large victoire du président sortant Faure Gnassingbé, ainsi que l'établissaient les tendances à la fermeture des bureaux de vote.

Le taux de participation sera sans doute élevé. En effet, les Togolais se sont massivement rendus aux urnes ce samedi

Suite à la page 7

PRÉSIDENTIELLE DU 22 FÉVRIER 2020, TOUTES LES MISSIONS D'OBSERVATION SONT UNANIMES

Ces élections présidentielles ont été libres, transparentes et démocratiques

Togo / Présidentielle, la CEN-SAD salue le civisme et l'attachement à la démocratie des togolais

Dans le cadre de l'organisation des élections présidentielles dont les togolais ont porté leur choix entre les 07 candidats en lice,la communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD) a déployé une mission d'observation électorale .Conduite par S.E.M. Mme DIYE BA,ancienne ministre de la République Islamique de Mauritanie, la CEN-SAD a dans une déclaration d'étape livré ses observations sur le scrutin dont il a déployé une quinzaine d'observateurs.

Il ressort de la déclaration que le groupe des observateurs a rencontré le président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI),M. Tchambackou Ayassor et a participé à plusieurs rencontres de concertation avec les autres observateurs internationaux.Le communiqué souligne que les élections présidentielle se déroulent dans un contexte de réformes politiques et institutionnelles ayant conduit à l'adoption d'un nouveau texte constitutionnel en relief la limitation du nombre de mandat et l'organisation d'un scrutin à deux tours le 08 mai 2019.Ces reformes répondaient au vœu de la classe politique,de la société civile,de la communauté internationale,de l'Union Africaine et des organisations régionales africaines favorables à un processus électoral inclusif,démocratique,ouvert, consensuel,dans un contexte apaisé et de stabilité institutionnelle.Le groupe des observateurs a relevé avec satisfaction une organisation logistique et matérielle du scrutin dans les centres de vote ; une facilité dans l'accessibilité des bureaux de vote et la visibilité des listes par les électeurs etc.

Le groupe salue de se faite le civisme et l'attachement des togolais à la démocratie et relève la transparence de l'opération de vote ainsi que des opérations publiques de dépouillement.Il a par ailleurs magnifié l'originalité consistant à l'utilisation de nouvelles technologies pour vérifier les listes électorales ainsi que l'usage efficace de la biométrie dans le processus électoral et la répartition des électeurs par ordre alphabétique dans les différents bureaux de vote.

Le rôle très remarquable des Forces Sécurité Election Présidentielle (FOSEP-2020) n'est pas passé sous silence.

Après ses lignes de satisfécits,le groupe des observateurs de la CEN-SAD recommande :

A l'endroit du gouvernement et des autres institutions de la république

La poursuite de la formation et de l'éducation à la citoyenneté » et au civisme ;la consolidation continue du dialogue politique inclusif ;la poursuite des appuis matériels et financiers à la CENI et à toutes structures impliquées par les élections.

A l'endroit des acteurs politiques,leaders d'opinion et acteurs de la Société civile togolais,de

S'inscrire et agir pour la promotion des valeurs et principes dela démocratie ; continuer à respecter la constitution et l'ordre républicain ; promouvoir les valeurs et traditions de tolérance ethnique,politique et religieuse et l'unité et la cohésion nationale.

Le groupe après toutes ses observations et recommandations fait observer qu'à ce jour l'élection présidentielle du 22 février 2020, s'est déroulée dans des conditions optimales de transparence, d'inclusivité, de crédibilité et de régularité.

CEDEAO« La mission salue la patience, le civisme dont les électeurs ont fait preuve au cours du scrutin »

Dans le cadre des élections présidentielles du 22 février 2020 au Togo, la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest(CEDEAO) a déployé une mission d'Observation électorale en territoire togolais .Cette mission s'inscrit dans la poursuite des efforts de la CEDEAO pour accompagner le peuple togolais dans la consolidation de la démocratie. Dirigé par son Excellence Ernest Bai Koroma, ancien président de la République de la Sierra Léone ,la mission est constituée des fonctionnaires des ministères des affaires étrangères des Etats membres, d'experts des questions électorales des commissions électorales des Etats membres, du parlement de la CEDEAO, des ambassadeurs des Etats membres accrédités près la CEDEAO de journalistes et des membres de la société Civiles. La mission a également bénéficié de l'appui constant et efficace du représentant permanent du président de la commission de la CEDEAO au Togo, S.E.M Garba Lompo et de l'assistance technique d'une équipe de la commission de la CEDEAO conduite par le Général Francis A.BEHANZIN, commissaire aux affaires politiques, paix et sécurité.

La mission fait observer que le processus électoral ayant conduit au scrutin présidentiel du 22 février 2020, s'est déroulé sans incident majeur. La mission d'observation de la CEDEAO à l'élection Présidentielle au Togo est arrivée aux conclusions provisoires suivantes, sur la base de son appréciation de tout le processus électoral, du début jusqu'aux dépouillements dans les différents bureaux de vote. Cette élection selon la déclaration préliminaire constitue une étape cruciale dans la consolidation de la paix et la promotion de la démocratie au Togo. Elle a été rendue possible par la détermination du peuple togolais et de tous acteurs. Ainsi, la mission félicite le peuple togolais et le gouvernement pour les dispositions prises pour la tenue de cette élection.

La mission salue la patience, le civisme dont les électeurs ont fait preuve au cours du scrutin. La CEDEAO encourage les électeurs à maintenir leur comportement exemplaire jusqu'à ce que les résultats provisoires soient validés par les autorités compétentes. Elle les exhorte à garder ce sens élevé de responsabilité et à préserver les valeurs de tolérance et de paix. Somme toute, le processus électoral en vigueur au Togo.

Par ailleurs, la mission lance un appel à tous les candidats qui étaient en lice pour l'élection présidentielle à respecter les résultats issus des urnes et proclamés par les institutions et organes chargées des élections et les exhorte à recourir, en cas de besoin, aux voies légales pour le règlement de tout contentieux électoral.

Enfin la mission de la CEDEAO, par le biais du bureau du Représentant permanent du Président de la Commission de la CEDEAO, observera les développements postélectoraux jusqu'à la proclamation définitive des résultats. Elle remercie les autorités togolaises compétentes pour les mesures qu'elles ont prises pour faciliter le déploiement des observateurs pour la tenue du scrutin du 22 février 2020.

IPAE, « La mission se félicite du bon travail de la HAAC pour son professionnalisme dans la gestion et de la couverture des activités de campagne de chaque candidat en lice »

L'institut Panafricain d'Assistance Electorale (IPAE) pour sa part a déployé 16 observateurs internationaux venus des régions africaines notamment du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, de la Mauritanie, du Sénégal, du Tchad et du Togo. La mission est conduite par son Excellence M. Emmanuel Nadingar, ancien premier ministre de la République du Tchad. La mission a pour objectif principal de procéder à une évaluation de la régularité et de la bonne tenue desdites élections. La mission s'est appuyée sur les instruments juridiques nationaux, sous-régional et internationaux.

La mission a relevé le passage des différents candidats en lice ou de leurs représentants sur les antennes de la télévision nationale. De leurs observations, le temps d'antenne reparti entre les différents candidats a été bien équilibré et respecté. La presse écrite dans son ensemble n'a pas manqué au rendez-vous. La mission se félicite du bon travail de la HAAC pour son professionnalisme dans la gestion et de la couverture des activités de campagne de chaque candidat en lice.

La mission relève que le vote par dérogation et les listes additives ont été ouverts à cet effet pour pallier les omissions sur les listes électorales. C'est compte tenu de cette situation que les autorités de la CENI ont été amenées à prendre de telles dispositions. Elle a observé que le vote s'est passé dans le calme, la discipline la sérénité et la transparence sans aucune animosité. Elle a noté que les délégués des candidats étaient en moyenne 3 ou 4.Les observateurs ont

Suite à la page 6

IPAE, « La mission se félicite du bon travail de la HAAC pour son professionnalisme dans la gestion et de la couverture des activités de campagne de chaque candidat en lice »

Suite de la page 5

constaté que dans la plupart des bureaux de vote même y compris dans les grandes agglomérations, certains candidats n'ont pas pu déployer leurs délégués dans les bureaux de vote. La mission a relevé la bonne maitrise de gestion de bureaux de vote par des agents électoraux.

Au plan sécuritaire, la mission a noté la présence de la FOSEP dans les centres de vote. Cette disposition sécuritaire était bien discrète. La Mission salue le sens civique des agents de la FOSEP dans la sécurisation du processus électoral. La mission a noté que la gestion des phases de dépouillement, de décompte et de pointage des résultats ont été faits de manière transparente et collégiale par tous les partenaires présents dans les bureaux de vote.

La mission salue la volonté manifeste du peuple togolais qui a contribué par son calme, sa discipline et sa maturité au déroulement apaisé de ce scrutin, la mission a noté une très nette amélioration du processus électoral par rapport à ceux des années antérieures dans la sécurisation des bulletins de vote.

La mission pour finir reconnait et atteste que ces élections présidentielles ont été libres, transparentes et démocratiques. Elle fait appel à l'esprit de responsabilité des acteurs politiques. Elle fait appel à l'esprit de responsabilité des acteurs politiques afin de ne pas perturber le calme et la retenue dont a fait preuve le peuple togolais durant tout le processus électoral.

L'UA dresse le bilan élogieux et invite à privilégier le dialogue en toutes circonstances pour pérenniser la paix sociale

Après leur mission d'observation dans le cadre des élections présidentielles au Togo, l'Union Africaine a dressé un bilan dit satisfaisant pour l'ensemble du processus. C'était devant les professionnels des médias que cette mission d'observation a fait le point hier lundi 24 février 2020 à Lomé.

Pour les premiers responsables de l'Union africaine, cette mission s'inscrit dans le cadre des dispositions pertinentes continentales en matière d'élections notamment : la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance (CADEG) ; la Déclaration de l'OUA/UA sur les principes régissant les élections démocratiques en Afrique ; les Directives de l'UA pour les Missions d'observation et de suivi des élections et l'Agenda 2063. Cette mission a rencontré les membres du gouvernement, le médiateur de la République, la Commission Electorale Nationale Indépendante, la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication et des représentants de la société civile. Par ailleurs, elle a échangé avec les 07 candidats.

La mission constate que la campagne électorale s'est déroulée du 06 au 20 février 2020 dans un climat général apaisé. Aucun incident majeur n'a été observé ni porté à l'attention de la mission.

En ce qui concerne le financement, la mission fait observer que certains candidats ont informé la mission qu'ils n'ont pas reçu leur quote-part du financement public prévu à cet effet par le gouvernement avant la tenue du scrutin. Ce qui aurait impacté l'organisation de leur campagne.

La mission félicite le peuple, le gouvernement, les acteurs politiques et l'ensemble des parties prenantes de la République Togolaise. Elle les exhorte à continuer d'œuvrer pour préserver la paix et la stabilité afin de consolider la démocratie et l'Etat de Droit.

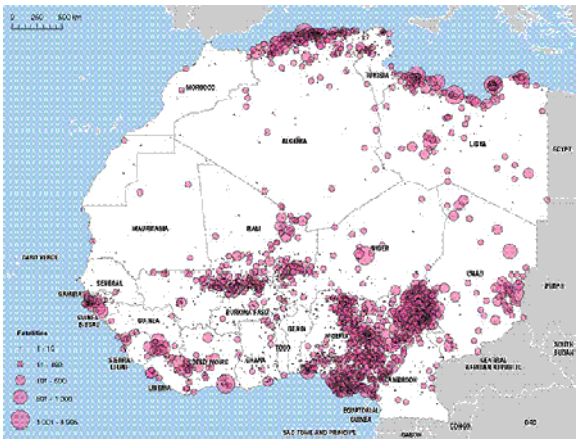
Les violences en Afrique du Nord et de l'Ouest ciblent de plus en plus les populations civiles et les régions frontalières

Selon un nouveau rapport du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest (CSAO) de l'OCDE, les violences en Afrique du Nord et de l'Ouest ciblent de plus en plus les populations civiles et les régions frontalières dans un contexte qui se complexifie impliquant des acteurs non étatiques aux objectifs divergents.

Le rapport s'appuie sur des données granulaires pour évaluer l'intensité et la distribution spatiale des violences perpétrées dans la région depuis 1997. Il établit que les cinq dernières années ont été les plus violentes en Afrique du Nord et de l'Ouest, avec plus de 60 000 personnes tuées entre janvier 2015 et la fin de l'année 2019. Plus de 40 % des actes de violence et des décès se produisent dans un rayon de 100 kilomètres d'une frontière terrestre et 10 % des personnes tuées le sont à moins de 10 kilomètres d'une frontière. Les populations civiles sont de plus en plus des cibles directes de la violence et de moins en moins des victimes collatérales.

Sur la base d'un indicateur mesurant la dynamique spatiale des conflits (*Spatial Conflict Dynamics Indicator*, SCDi), le rapport montre les régions de l'Afrique du Nord et de l'Ouest les plus conflictuelles, l'évolution géographique et temporelle des conflits et les effets des interventions militaires sur la densité spatiale et la propagation de la violence. Les auteurs observent que les tentatives visant à stabiliser la région sont rendues plus difficiles par le nombre d'acteurs en présence et par leurs alliances fluctuantes.

« La prise en compte de la dimension géographique et de la dynamique de ces conflits meurtriers, et des interactions complexes entre les protagonistes, peut nous aider à trouver des moyens de répondre à l'insécurité grandissante », a déclaré le Secrétaire général de l'OCDE Angel Gurría lors de la présentation du rapport à la Conférence sur la sécurité de Munich.



La région du Sahara-Sahel connaît une instabilité politique sans précédent sous l'effet combiné de rébellions, insurrections djihadistes, coups d'état, trafics de drogue, d'armes et de migrants. Les conflits ont tendance à se régionaliser, transcendant les frontières lorsque les groupes armés, défaits par des forces anti-insurrectionnelles, se déplacent dans d'autres pays. L'expansion géographique et la relocalisation opportuniste des conflits sont amplifiées par la difficulté des contrôles aux frontières qui facilite la circulation des combattants, des otages et des armes.

Le rapport appelle les États de la région ainsi que la communauté internationale à promouvoir des initiatives régionales visant à restaurer la légitimité de l'État, à investir davantage dans les régions frontalières et à accroître la protection des civils, afin de créer des régions plus sûres où des formes inclusives d'action publique sont mises en place et un dialogue étroit entre les États, les acteurs locaux et les populations est renforcé.

ELECTION PRÉSIDENTIELLE ET RÉSULTATS PROVISOIRES

Faure Gnassingbé largement vainqueur
●UNIR a la confiance optimale des Togolais

Suite de la page 4

pour élire leur président de la République. Les opérations de vote et le dépouillement se sont déroulés dans le calme et sans incidents majeurs sur tout le territoire, comme l'ont confirmé aussi bien les observateurs dont ceux de la CEDEAO et de l'Union africaine, que des représentants des 7 candidats en lice.

Dès la fermeture du vote, les réseaux sociaux notamment Whatsapp et Facebook ont été envahis par des résultats parcellaires issus de quelques bureaux sur les 9000 que compte le pays. S'ils ne sont évidemment pas significatifs pour caractériser l'issue du scrutin, d'autant plus qu'ils n'étaient pour l'essentiel que ceux de certaines zones de la préfecture du Golfe, ils ont cependant été exploités à l'envi comme constituant une tendance nationale.

Gagnant au premier tour

Ses partisans pronostiquaient une victoire dès le premier tour. Les premiers résultats indiquent qu'ils tiennent leur pari. En effet, Faure Gnassingbé arrive largement en tête dans 4 des 5 régions du pays ; son plus faible écart avec son poursuivant, Agbéyomé Kodjo étant dans les Plateaux, avec 10% d'avance selon les décomptes réalisés tard dans la nuit. Le président sortant gagne dans la quasi-totalité des préfectures, avec des scores de plus de 90% dans la Kozah ou de 80% dans le Haho pour en citer quelques-uns. Il est devancé uniquement dans la région Maritime de 3 à 5 points selon les sources , gagnant dans les banlieues nord de la capitale comme Agouè, Adéticopé ou encore à Tokoin Doumassessé, traditionnellement acquise au parti au pouvoir. Il est distancé dans les quartiers au cœur de la capitale comme Bè, Amoutivé, Hédjranawoé et dans les banlieues sud comme Baguida etc….

La surprise Agbeyomé

La grande surprise de ce premier tour est la seconde place d'Agbéyomé Kodjo. Alors que plusieurs observateurs annonçaient un match Gassingbé-Fabre, c'est l'ancien Premier ministre qui arrive juste derrière le président sortant. Il a réalisé de très bons scores dans la capitale Lomé et dans la préfecture du Golfe, où il est arrivé en tête dans des quartiers comme Djidjolé, Klikamé, Agbalépédo, Atiégou, Amadahomé, Ségbé etc… Mais plus globalement, c'est les suffrages recueillis dans la région Maritime où il devance Faure Gnassingbé de 3 à 5 points, qui lui assurent une inattendue deuxième place.

Jean-Pierre Fabre K.O

Il est le grand perdant de ce scrutin. Largement battu par Faure Gnassingbé, il se voit également distancé avec d'importants écarts, par Agbéyomé Kodjo. Il n'est arrivé dans aucun centre de vote en tête. Même ses bastions traditionnels ont fait le choix du candidat du MPDD. Les prochains jours diront quelle sera l'attitude de l'ANC face à la nouvelle donne politique. Pour l'heure, dès les premières tendances connues.

TOGO / PRÉSIDENTIELLE DU 22 FÉVRIER 2020 ET MESSAGE DE PAIX DU MIJA

Le Prophète Céphas Antonio jette un regard sur les élections passées et invite à recourir aux voies légales en cas de contestation

Aussi surprenant que cela puisse paraître, les élections au Togo ont été toujours source de contestations et de violences. De 2005 en passant l'année 2010 et tout dernièrement le phénomène « Tikpi » du 19 août 2017, ils étaient nombreux les Togolais qui y ont laissé leur vie dans des manifestations organisées par l'opposition togolaise. Toutes ces séquences de violences sont pour la plupart liées aux contestations des élections. Au regard de ce constat, le prophète Céphas Antonio, le surintendant du Ministère International Jésus en Action (MIJA) en appel à la conscience de tous les Togolais à s'abstenir de toute forme de violence au lendemain de la proclamation des résultats des dernières présidentielles du 22 février.

Point n'est besoin de décrire l'atmosphère délétère dans laquelle se retrouve les Togolais à chaque élection.

Le Togo va-t-il renouer avec ces vieux démons ? Vingt-quatre heures après le scrutin pour la présidentielle, la Commission électorale nationale indépendante (CENI) a annoncé dimanche dernier que le chef de l'Etat sortant Faure Gnassingbé avait été réélu avec 72,36% des voix. Un résultat que Gabriel Messan Agbéyomé Kodjo le principal challenger à ces élections, a catégoriquement contesté.

En 2010, le même scénario s'est produit avec Jean-Pierre Fabre sous la houlette de l'Union des Force du Changement (UFC) parti de l'opposant charismatique Gilchrist Oympio.

En effet, Pour ne pas trop durer dans le temps avec les troubles répétitifs dont le Togo a été victime, l'allusion est faite à la récente c'est-à-dire celle du 19 août 2017 orchestré par Salifou Tikpi Atchadam du Parti National Panafricain (PNP). A travers des séries de manifestations de rue pour disent les organisateurs « renverser le pouvoir actuel », de nombreux Togolais ont perdu leur vie. D'autres encore sont actuellement en détention dans

les prisons du Togo pour trouble à l'ordre public et tentative de coup d'Etat.

Devant une telle situation, et pour éviter encore un bain de sang sur la terre de nos aïeux, le prophète Céphas Antonio en appel au bon sens des filles et fils du Togo et surtout aux leaders des partis politiques de l'opposition, à passer par la voie légale pour réclamer ce qu'ils qualifient de « victoire volée ». Ce n'est qu'à ce seul prix que l'on peut épargner les populations d'une sorte de carnage.

Sur cet aspect de revendication, la mission d'observation de l'Union Africaine a par ailleurs formulé au terme de leurs travaux, entre autres recommandations au rang desquelles l'UA demande aux candidats aux élections présidentielles du 22 février 2020 dernier, à recourir aux voies légales en cas de contestation, ceci pour privilégier le dialogue politique en toutes circonstances afin de pérenniser la paix sociale.

Au regard de tout ce qui précède, il urge que les Togolais de tout bord, mutualisent les ressources en vue d'une observation optimale des processus électoraux dans le pays. La paix sociale y en dépend.

La Rédaction

SÉNÉGAL : LES ADMINISTRATEURS DE LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT VEULENT ÉVALUER LES IMPACTS POSITIFS DES PROJETS FINANCÉS PAR LA BANQUE

Des échanges sont prévus avec les partenaires gouvernementaux

Les administrateurs du Groupe de la Banque africaine de développement (AfDB.org) vont séjourner au Sénégal du 17 au 22 février pour aller sur le terrain des projets financés par la Banque. Ils prévoient également de rencontrer les plus hautes autorités du pays ainsi que différents partenaires stratégiques.

Des échanges sont prévus avec les partenaires gouvernementaux, notamment le ministre de l'Economie du plan et de la coopération, Amadou Hott, gouverneur de la Banque pour le Sénégal, ainsi que son homologue des Finances et du budget, Abdoulaye Daouda Diallo, le gouverneur suppléant.

Des entrevues auront également lieu avec les ministres clés, sous la tutelle desquels sont placés plusieurs projets financés par la Banque. Il s'agit des ministres de l'Agriculture et de l'équipement rural, des Infrastructures terrestres et du désenclavement, du Tourisme et des transports aériens, du Développement communautaire, du Pétrole et des énergies.

Les projets financés, inscrits à l'agenda de la mission des administrateurs, ont un apport transformateur et un impact significatif pour les bénéficiaires dans la logique des cinq priorités clés de la Banque appelés « High 5 ».

Il s'agit, entre autres projets, de l'aéroport international Blaise Diagne qui a bénéficié d'une enveloppe 70 millions d'euros avec un objectif attendu de plus de 3 millions de passagers par an, et qui a contribué à faire du pays un hub du transport aérien grâce à une amélioration de la connectivité sous-régionale et internationale.

Le projet Train express régional (TER) avec un financement BAD de 120 milliards FCFA (environ 183 millions d'euros) aura un impact certain sur la mobilité des personnes et la liaison entre Dakar et sa banlieue.

L'autoroute à péage, est un des premiers projets réalisés par la Banque dans le cadre du partenariat public-privé (PPP) et a bénéficié d'un prêt de 12 millions d'euros (13,4 millions dollars). Cette infrastructure est en train de jouer un rôle significatif dans la décongestion urbaine de Dakar, avec un rôle économique important dans la circulation et la mobilité des biens et des personnes.

Le programme de renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire (P2RS), dotée d'une enveloppe BAD de 30, 64 millions de dollars, couvre 40 communautés rurales dans les régions de Fatick, Kédougou, Kolda, Matam, Tambacounda et Ziguinchor. Il a contribué à l'augmentation de la production céréalière et a déjà bénéficié à 2400 ménages. Il s'inscrit dans une stratégie globale de lutte contre la pauvreté, notamment par le développement des filières végétales et animales, le développement de la pêche et de l'aquaculture et l'appui à la commercialisation

Il faut aussi signaler dans cet agenda des administrateurs, les échanges prévus avec d'autres partenaires techniques, comme l'Agence de promotion des investissements (APIX), le Bureau de suivi du plan Sénégal émergent (BOS), la Délégation à l'entreprenariat rapide (DER), la Délégation générale à la promotion des pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose (DGPU) ; le Fonds souverain d'investissements stratégiques (FONSIS), mais également la société civile et le secteur privé.

L'administratrice du Sénégal Mme Maimouna Ndoye Seck, se réjouit d'ores de l'esprit de cette mission menée avec ses homologues, et « qui permettra aux administrateurs de venir constater les résultats et impacts des investissements importants de la Banque sur les conditions de vie des populations. Car l'objectif ultime reste de garantir le bien-être de nos populations. », a-t-elle souligné.

Pour Marie-Laure Akin Olugbare, directrice de la région Afrique de l'Ouest pour la Banque (RDGW), « les missions des administrateurs, comme celle sur Dakar, constituent des moments importants de la vie institutionnelle de la Banque et permettent une collecte de connaissances bénéfiques pour tous. »

Au cours d'une réunion préparatoire, tenue au siège de la Banque à Abidjan la semaine dernière, les administrateurs ont discuté des détails du programme de leur visite pour un maximum d'efficacité. A l'issue de la rencontre, M. Saïd Maherzi (représentant de l'Algérie, la Guinée Bissau et Madagascar) a été désigné porte-parole de la mission. Mme Maïmouna Ndoye Seck (représentant le Sénégal, le Benin, le Burkina Faso, le Cabo Verbe, le Gabon, l'Union des Comores, le Mali et le Niger) a présidé la réunion.

Outre les deux administrateurs cités, la délégation de la mission à Dakar est composée de : M. Okogu Bright, doyen des administrateurs qui représente le Nigeria et Sao Tomé et Principe ; M. Mohamed El Gholabzouri (Maroc, Tunisie et Togo) ; Mme Catherine Cudré-Mauroux (représentant l'Allemagne, le Luxembourg, le Portugal et la Suisse, avec le titre d'Ambassadeur) ; M. Zayed Ahmed (Égypte et Djibouti) ; M. Cornelius Karlens Dekop (Botswana, le Malawi, Maurice et la Zambie) ; M. YanoTakuji (Japon, Arabie Saoudite, Argentine, Autriche et Brésil).

Cette visite est à inscrire dans le rôle attendu des administrateurs qui apprécient périodiquement, sur le terrain, la qualité des projets financés par la Banque. Elle permet également de raffermir les relations entre la banque et ses partenaires en gardant l'objectif commun de transformation des conditions de vie des populations bénéficiaires.

La Banque africaine de développement, partenaire du Sénégal depuis 1972, a financé jusqu'à présent 114 opérations pour un montant cumulé d'environ 3,15 milliards de dollars américains (1 878 milliards de FCFA). Les engagements en cours s'élèvent à environ 2 milliards de dollars (1 187 milliards de FCFA) et sont composés des projets du secteur public, des opérations du secteur privé et d'une garantie partielle de crédit pour la couverture du risque de change.

Distribué par APO Group pour African Development Bank Group (AfDB).

COMMISSION ÉLECTORALE NATIONALE INDÉPENDANTE

CENI - TOGO

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE 2020

PREMIER TOUR

22 FEVRIER 2020

" JE VOTE, LE TOGO GAGNE ! "

#PrésidentielleTg2020 | Togolais viens, bâtissons la cité!

d'Afrique Vision Afrique

Hebdomadaire panafricain d'informations, d'analyses et de publicités

Siège social :
2ème von derrière
EPP Kélégougan
Récépissé:
N° 0508/02/02/15 HAAC
BP : 8C349 Lomé-Togo
Tel : 90 11 87 88

Directeur Général; chargé de la publication
Adam ADJRONOU
Tel : 90 11 87 88

Email:
adamadjronou@gmail.com
Site: www.afrique-vision.com

Rédaction
Ali Baba
Adam ADJRONOU
Norbert DANSOU
Guidi AMA

Responsable
commercial
Dodji Kétohou

Infographie:
Benjamin K. tchabi
Imprimerie
Direct print
Tirage:
2500 exemplaires

CMJN